



**Assemblée Générale
des Clubs 89
samedi 13 décembre**
entre 9H30 et 13H
à l'**Assemblée Nationale**
(salle Colbert) 126, rue de l'Université
- 75007 PARIS

BUREAU DU CLUB 89

PRÉSIDENT : Jacques TOUBON

PRÉSIDENT D'HONNEUR : Michel
AURILLAC

VICE-PRÉSIDENT D'HONNEUR
chargé des Clubs Affiliés : Mireille
DECOURCELLE

VICE-PRÉSIDENTS :
Josiane ATTUEL
Jacques CROSNIER,
Christian GRUSQ,
Maxime MAURY,
Pierre MOREL A L'HUISSIER

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL :
Christian LEROUX, *Secrétaire Général*
Florence GERBAL-MIEZE, *Secrétaire
Général Adjoint*
Marina ATTALI, *Secrétaire National*
Mady PAOLI, *Trésorier* ;
Germaine SERRES, *Trésorier Adjoint*

**Merci de noter la
nouvelle adresse du
Club 89**

28, rue Vaneau – 75007 Paris

Tél : 01 42 25 24 24

EDITORIAL de Jacques TOUBON

Un moment d'histoire

Petites causes, grands effets ! Après avoir suspendu la publication de cette lettre pendant quelques mois où j'ai fait le nécessaire pour stabiliser la situation financière du Club, nous reprenons sa publication en un moment qu'il n'est pas exagéré d'appeler historique.

La crise financière qui se répand depuis un an et la crise économique qui va désormais nous frapper pendant de longs mois échappent évidemment à l'histoire des cycles de conjoncture. Les abus, les comportements dévoyés, la fascination du gain spéculatif, ont une part de responsabilité, certes, mais la violence et l'ampleur du choc trouvent leur origine dans un déséquilibre inhérent au système, déséquilibre entre puissance des joueurs et faiblesse de la règle du jeu.

C'est la fin du « reaganisme » ou du « thatchérisme ». Ce n'est pas, bien au contraire, la fin du capitalisme et de l'économie du marché. Surtout n'allons pas jeter le bébé avec l'eau du bain.

Les dirigeants politiques et ceux qui, comme nous, réfléchissent à moyen terme doivent maintenant mettre en place de nouvelles règles qui seront à la fois juridiques, techniques et éthiques. Car la démonstration a été faite que même le monde de la finance a besoin d'un minimum de morale.

A court terme, je constate aussi avec satisfaction que le sang froid et l'énergie de Nicolas Sarkozy, en tant que Président de l'Union Européenne, ont permis à l'Europe d'exister plus qu'elle ne l'avait fait depuis vingt ans. Malgré la carence des mécanismes de décision, faute d'avoir mis en application le traité de Lisbonne, les hommes qui dirigent l'Europe ont été capables de répondre et d'agir en commun, au moins partiellement. Pour que cette affirmation de l'Europe ne soit pas qu'un feu de paille, il faudra que les institutions relaient les hommes et j'espère que ce sera fait l'année prochaine.

Je souhaite que le Club 89 s'attache à établir des propositions sur la réforme du système économique et financier international et sur la part que l'Europe peut y prendre.

A tous, je dis bonne rentrée et bon travail !

Vive la Réforme

Le terme même de réforme fait débat. Il y a de bonnes et de mauvaises réformes. Ce ne sont pas les mêmes selon que l'on soit de gauche ou de droite.

Un consensus paraît possible. La bonne réforme serait celle qui modifie, en profondeur, l'organisation des divers compartiments du secteur public pour les rendre plus efficaces, plus productifs, plus réactifs afin qu'ils s'adaptent d'eux-mêmes en permanence aux réalités nouvelles.

La réforme doit respecter les principes essentiels de la solidarité nationale.

Quand faut-il faire les réformes ?

Les réformes sont urgentes car elles ont déjà trop attendu. On en connaît les symptômes : accumulation des déficits, secteur public surdimensionné, souvent peu performant, blocages syndicaux.

Notre Président de la République a déjà entrepris beaucoup de changements profonds. Sa volonté et son courage en la matière sont incontestables.

Faut-il lancer plusieurs réformes à la fois ?

A l'évidence oui car les effets seront longs à venir. En engageant de multiples réformes dès maintenant, les effets se cumuleront. Prenons l'exemple de la Défense Nationale. Si on réduit le nombre de bases aériennes et de casernes, il y faudra moins d'hommes et de femmes. On pourra ainsi aller au-delà du non-remplacement de un pour deux départs. Cela semble réalisable car dans l'armée, les contrats sont souvent de durée courte ou moyenne.

Même raisonnement si l'on marie préfetures et préfetures de région, si les communes des cantons ruraux fusionnent en une commune unique.

Autre raison d'aller vite, l'opinion publique. Les réformes sont souvent impopulaires (carte judiciaire, réforme des armées...). Il faut réserver les désagréments les plus importants à la première moitié de la législature pour engranger résultats et opinions favorables au cours de la seconde moitié. A défaut, les équipes en place n'étant pas réélues ne pourraient pas conduire toutes les réformes à leur terme.

S'agissant de l'opinion publique, il faut veiller à la lisibilité des réformes, les hiérarchiser. Ne pas choisir entre hiérarchiser et tout faire en même temps. Il faut faire l'un et l'autre. C'est dans la communication qu'il faudra marquer les différences.

Raison politique. En lançant plusieurs réformes à la fois, on évite que le mécontentement se cristallise (cf CPE). Pour l'instant, Nicolas Sarkozy a réussi à empêcher que l'ensemble des mécontentements ne se cristallise, par sa grande réactivité et par l'art de prendre les gens à contre-pied (cf financement du RSA).

En conclusion, il faut accélérer les réformes, non pas les freiner. On n'a pas encore entrepris sérieusement la réduction du millefeuille des collectivités locales et de l'administration territoriale. Les dépenses publiques pourraient être remises en cause plus énergiquement. A-t-on par exemple réduit le parc automobile de la fonction publique. Dans beaucoup de cas, on pourrait descendre en gamme, économiser sur le prix d'achat, sur le coût d'entretien, la consommation en carburants.

Réflexions diverses.

a- Démographie.

La population mondiale continue de s'accroître dans des proportions déraisonnables. A part la Chine avec sa politique de l'enfant unique, qui se soucie de ce problème ?

Solution proposée : Quand la Banque mondiale, la FAO ou d'autres organisations internationales accordent des aides à certains pays, il serait cohérent qu'elles y mettent des conditions de maîtrise de la natalité, faute de quoi ces pays ne sortiront pas du cercle vicieux du sous-développement. Pour éviter la corruption s'orienter vers des aides directes, la donateur vérifiant lui-même le respect des critères.

L'Europe devrait appliquer ce principe dans sa politique d'aide. La France qui préside le Conseil de l'Europe depuis le 1^{er} juillet 2008 a le moyen de se montrer active sur ce sujet.

Si aucune action n'est entreprise, les besoins de la planète en matières premières, en énergie, en produits alimentaires vont provoquer des crises de plus en plus graves et de plus en plus rapprochées. Malthus, si contesté en son temps, finira par avoir raison, lui qui estimait qu'on ne devait mettre des enfants au monde que si on avait les moyens de les nourrir.

b- Ressources naturelles.

Energie.

Le pétrole est devenu cher parce que l'offre qui n'a plus, à court terme d'élasticité par rapport aux prix, ne suit plus la demande. Il est souhaitable que le prix du pétrole se maintienne à un niveau élevé pour que les économies s'adaptent à une énergie chère, que les énergies de substitution, en particulier les énergies renouvelables deviennent compétitives, que l'électricité devienne compétitive appliquée à l'automobile.

La Chine et d'autres pays d'Asie ont bien réagi en réduisant sensiblement les subventions aux produits pétroliers. Le marché du pétrole, en baissant ses prix a reçu positivement ce message

Poissons. Le poisson devient rare. Il faut que les consommateurs se préparent à le payer plus cher ou à acheter des poissons d'élevage. Subventionner un produit rare, en voie d'épuisement, le fioul, pour pêcher des poissons de mer eux-mêmes de plus en plus rares, serait une aberration économique.

C'est par des prix soutenus qu'on pourra sauvegarder les ressources naturelles en voie d'épuisement.

c- Rémunération des dirigeants d'entreprises.

Les abus discréditent le libéralisme économique. Christine Lagarde a raison de dire cela.

Il faudra revoir la fiscalité : celle des stocks options, celle des très hauts revenus.

Les Pays Bas vont prendre des mesures pour encadrer les hauts salaires et les parachutes dorés. Bravo.

D'accord avec Nicolas Sarkozy sur la suppression des parachutes dorés.

d- Réforme des collectivités locales

Le modèle d'Isigny le Buat dans la Manche où les 12 communes du canton ont fusionné doit être transposable dans toute la France au moins dans la France rurale.

La suppression de certaines sous-préfectures, comme nous l'avons préconisé dans « Priorité aux régions » n'est pas utopique. Dans les Hauts de Seine, le préfet aurait proposé de supprimer la sous-préfecture de Boulogne Billancourt qui n'est qu'à 15 km de la préfecture de Nanterre.

Il est envisagé de fermer la sous-préfecture de Bayeux dans le Calvados. Les préfets auraient reçu mission de dresser le calendrier de fermeture des petites sous-préfectures.

Comme indiqué plus haut, revoir le maillages des collectivités locales y compris des communautés urbaines, d'agglomération, de communes, clarifier les compétences respectives. Pour responsabiliser, aller vers une fiscalité dédiée.

e- Réforme de la constitution

La réforme qui vient d'être votée devra être complétée. La France s'est habituée à tort à un exécutif bicéphale.

En effet, un Président élu pour 5 ans doit, comme aux Etats Unis être le chef de l'exécutif. On voit bien les inconvénients de notre régime.

- Les conflits entre Président et Premier Ministre sont quasi inévitables. C'est inutile.
 - Dès qu'un sujet est mis à l'étude, trois équipes de collaborateurs, d'experts, de spécialistes se mettent au travail, celles du Présidents, celles du Premier Ministre et celles du ministre concerné. C'est une de trop.
 - Ici, nous prenons date pour l'avenir car il ne faut pas multiplier les réformes de la constitution. De plus, avec les progrès de la gauche aux dernières sénatoriales, il serait encore plus difficile de trouver une majorité.
- Le travail parlementaire va être amélioré par les pré débats en Commission. Pour le reste, on peut dans la pratique déplacer un plus les moyens de Matignon vers l'Élysée.

f- Bonus malus

Maintenir le malus. Pour que le système s'équilibre financièrement, limiter le bonus aux véhicules vraiment économes en carburant. Prévoir une zone plus large sans bonus ni malus.

Actuellement, il y a malus au dessus de 160 g de CO2 au km et bonus en dessous de 130 grammes.

Entre 121 et 130, on donne un bonus de 200€ par exemple à la C4 et à la Mégane. On pourrait le supprimer.

Entre 141 et 160, il n'y a ni bonus ni malus, pour la C5 et la Mercedes Classe A. Un malus de 200 € serait concevable.

Nous approuvons le système du bonus malus tout en regrettant qu'on ait créé une usine à gaz de plus avec subvention d'un côté, impôt nouveau de l'autre, sans procéder par ailleurs aux simplifications que nous appelons de nos vœux.

Il aurait été plus simple de jouer sur un impôt existant, la TVA dont on aurait modulé les taux. Taux majoré pour les véhicules gourmands, taux réduit pour la voiture électrique, par exemple

Classe	Emissions CO2 (g/km)	Prix moyen TTC (en €)	Bonus (-) / Malus (+) à l'achat sans mise à la casse	Bonus (-) / Malus (+) en % du prix de vente moyen	Exemples de modèles (dans certaines versions)	Part dans les ventes de véhicules neufs en 2006
A+	<=60	Nc	- 5000	Nc	Véhicule électrique	0 %
A	<=100	12 306	- 1000	8,13 %	Smart, Fiat 500	0 %
B	de 101 à 120	15 374	- 700	4,55 %	Citroën C1, C2 et C3, Renault Clio, Peugeot 107 et 207, Fiat Punto	18,1 %
C+	de 121 à 130	18 244	- 200	1,10 %	Citroën C4, Renault Mégane, VW Polo, Dacia Logan	12,8 %
C-	de 131 à 140	18 244	0	0,00 %	Citroën Xsara Picasso, Peugeot 307 et 407, Seat Ibiza	15,8 %
D	de 141 à 160	21 925	0	0,00 %	Citroën C5, Mercedes Classe A, Ford Focus	28 %
E+	de 161 à 165	27 530	+ 200	0,73 %	Peugeot 607, Opel Zafira	4 %
E-	de 166 à 200	27 530	+ 750	2,72 %	Mégane II break, BMW série 3, Toyota Rav-4	14,5 %
F	de 201 à 250	35 606	+ 1600	4,49 %	Mercedes Classe E, Nissan X-Trail, Renault Vel Satis	5,4 %
G	>250	53 240	+ 2600	4,88 %	VW Touareg, Citroën C6	1,4 %

g- Point après un an de Nicolas Sarkozy.

Un bon exercice serait pour le Club 89 de faire connaître (dans un esprit constructif) sa position sur l'action de Nicolas Sarkozy depuis son élection : les bons points, les réserves, les critiques.

Pour le RSA, il ne faut pas nous raconter de sornettes sur le coût. A 20€ par contribuable, même s'il y en a 15 millions, ça ne fait pas le compte car il faut trouver 1,5 milliards.

Diverses taxes ont été créées. A éviter. On peut faire autrement. Voir plus loin.

Afghanistan.

Que faire ? Je crains un processus type Algérie où le terrorisme est difficile à combattre. Avec les bavures américaines nous aurons du mal à rallier les populations. Ce conflit fait aussi penser à l'Indochine dont le voisin chinois constituait un réservoir quasi illimité de combattants. Ici le Pakistan peut jouer ce rôle. Pourquoi ferions-nous mieux que les Russes dans ce pays dont ils étaient pourtant voisins? Nous nous battons sur un terrain qui ne nous est pas favorable.

Nous préconisons une politique d'encercllement de l'ensemble Pakistan Afghanistan par ses grands voisins qui y trouveraient leur intérêt autant que nous nous. Prenons le parti de soutenir plus fermement l'Inde, puissance nucléaire. Tendons la main à la Russie qui connaît le terrain, ne veut pas être exclus du jeu en Asie Centrale. La France et l'Allemagne se sont démarquée des USA vis à vis de l'Iran. Ce pays qui accueille deux millions de réfugiés afghans aspire à plus d'ordre dans la région.

L'Otan sait mieux se battre contre un ennemi identifié que contre une guérilla fuyante.

h- Pôles de compétitivité.

Le principe est bon mais on se disperse vu leur nombre trop important. Il faudrait concentrer les moyens sur des pôles décisifs pour l'avenir. Eviter le saupoudrage

Pour le coût budgétaire

Pour la lisibilité.

Priorité aux économies d'énergie dans le bâtiment, le plus gros consommateur. C'est la clé de notre indépendance énergétique. C'est une source de création d'emplois dans le bâtiment, les matériaux, la technologie de l'information (automatismes, régulation, contrôle).

i- Fiscalité.

Il faudra faire preuve de courage et de lucidité. Par exemple, on encourage une chose et son contraire vis à vis des 35 heures.

François Hollande (La Tribune du 9 septembre 2008) lui-même le souligne et préconise de revenir sur les exonérations sociales mises en place par les socialistes :

« Quel est notre problème ? C'est en France qu'on rentre le plus tard sur le marché du travail et qu'on en sort le plus tôt. C'est aussi chez nous que le chômage touche le plus d'actifs et sur les plus longues périodes. Que faut-il faire pour y remédier ? Assouplir les 35 heures ? Mais que reste-t-il encore à assouplir, puisque les heures supplémentaires ont été totalement déplaçonnées ! Maintenant que ce dispositif a été quasiment déshabillé, il faut revenir sur l'ensemble des exonérations de cotisations sociales qui y étaient liées. Elles représentent plus de 20 milliards d'euros. Cela redonnerait des marges de manœuvre budgétaires. Il serait en effet paradoxal qu'un certain nombre d'entreprises aient eu le beurre et gardent l'argent du beurre ! De plus, si l'on veut amplifier le volume de production, il faut mettre au travail ceux qui en sont écartés. De ce point de vue, je ne conteste pas l'idée du RSA, même si des effets pervers commencent à être évoqués en termes de temps partiel. Sans parler du financement lui-même. Avec le bouclier fiscal, les plus fortunés des Français n'auront rien à payer... Mais je soutiens tout ce qui peut être fait pour favoriser le travail des seniors et tout ce qui peut permettre aux jeunes d'être intégrés plus tôt au marché du travail, quitte à disposer de temps de formation durant toute leur vie active. De même faudrait-il permettre aux jeunes de poursuivre une partie de leurs études tout en étant dans l'emploi.

« Pour leur permettre de cotiser plus longtemps ? »

Plutôt que de multiplier les taxes, on ferait mieux de bien maîtriser la dépense.

Reprendre l'idée de TVA dite sociale qui aurait l'avantage de freiner les importations. Pour des raisons politiques, appliquer la TVA réduite à quelques produits ciblés symboliques non importés.

La France a encore de la marge par rapport à certains pays d'Europe comme il ressort du tableau ci-après.

Les taux de TVA en vigueur au 1^{er} janvier 2008 dans les 27 Etats membres

	Taux super réduit	Taux réduit	Taux normal	Taux parking
Allemagne	-	7	19	-
Autriche	-	10	20	12
Belgique	-	6/12	21	12
Bulgarie	-	7	20	-
Danemark	-	-	25	-
Espagne	4	7	16	-
Finlande	-	8/17	22	-
France	2,1	5,5	19,6	-
Grèce	4,5	9	19	-
Irlande	4,8	13,5	21	13,5
Italie	4	10	20	-
Luxembourg	3	6/12	15	12
Pays-Bas	-	6	19	-
Portugal	-	5/12	21	12
Royaume Uni	-	5	17,5	-
Suède	-	6/12	25	-
Chypre	-	5/8	15	-
Estonie	-	5	18	-
Hongrie	-	5	20	-
Lettonie	-	5	18	-
Lituanie	-	5/9	18	-
Malte	-	5	18	-
Pologne	3	7	22	-
République slovaque	-	10	19	-
République tchèque	-	5	19	-
Roumanie	-	9	19	-
Slovénie	-	8,5	20	-

Léo Challier. Commission économie.

■ DINER AU SENAT – 15 septembre 2008-

avec Jean-Dominique GIULIANI, Président de la Fondation Robert Schuman,

autour de son dernier ouvrage

« Un européen très pressé »

« *Un Européen très pressé* ». Il s'agit bien sûr de Nicolas Sarkozy et de la rupture que constitue, comme dans d'autres domaines de sa politique, sa façon d'appréhender l'action de la France en Europe.

A peine élu Président de la République, il s'est employé, avec un mélange de volontarisme et de pragmatisme, à faire sortir l'Europe du « corner » que constituait le non français et néerlandais à la constitution, celle-ci étant, d'ailleurs, à l'origine, une idée française (exprimée notamment au cours d'un colloque du Club 89 autour d'Alain Juppé).

Ce premier acte, qui l'a fait entrer dans la « classe européenne », alors qu'au départ son style choquait (notamment les Allemands) a permis de revivifier la relation franco-allemande. Nicolas Sarkozy et Angela Merkel sont, on ne peut plus, différents, mais tous deux font partie de la même génération de dirigeants européens, qui n'est pas, comme la précédente, marquée par les conflits mondiaux. Ce sont deux pragmatiques qui poursuivent un dialogue très concret et ont trouvé un *modus vivendi* malgré les rivalités importantes (notamment commerciales) et de graves malentendus (sur l'Union pour la Méditerranée...). Ils savent tous deux que rien n'est possible en Europe sans entente franco-allemande, même si les uns regardent plutôt vers le sud et les autres plutôt vers l'est. Nicolas Sarkozy a d'ailleurs compris que

l'élargissement à l'est avait d'une certaine manière été ratée, les nouveaux entrants le concevant comme un retour naturel à leur famille après la chute du rideau de fer et les membres plus anciens y voyant surtout une menace sur l'emploi (le « plombier polonais »...).

L'importance que Nicolas Sarkozy attache à la question de l'identité européenne l'amène -c'est encore une rupture par rapport à ses prédécesseurs- à évoquer, sans détour, les origines chrétiennes de l'Europe et la nécessité de donner à l'Union des frontières précises.

Enfin, il souhaite l'avènement d'une véritable diplomatie européenne, adossée à une défense européenne crédible. En tant que président en titre de l'Union, son action, lors de la crise du Caucase, a sans doute évité que se crée en Géorgie une situation semblable à celle des Balkans. Avec le soutien des Allemands, il s'est habilement « inséré » dans une affaire qui concernait plus les Américains et l'Otan, montrant ainsi la place que pourrait prendre, dans le monde, une « Europe -puissance » à côté des Etats-Unis, de la Russie, de la Chine, de l'Inde, du Brésil et la nécessité de situer la politique française dans le cadre européen, ce qui constituerait une sorte « d'extension » de la politique française et une valorisation de cette politique.

■ JEUDI DU CLUB –16 octobre 2008

avec François Baroin, Ancien Ministre, Député -Maire de Troyes sur le thème

« Faut-il faire évoluer la laïcité ? »

Reprise de la saison des Jeudis du Club avec François Baroin, sur le thème d'actualité de la laïcité.

Interrogé par le Club 89 sur l'opportunité de faire évoluer notre modèle, François Baroin considère qu'à force de renoncer, on risque d'abandonner nos principes fondateurs.

Pilier de notre République, la laïcité est le moyen de vivre ensemble, elle constitue le trait d'union entre les citoyens français, le plus menacé et le plus solide à la fois.

Ce débat a été relancé dans la société depuis une dizaine d'années, particulièrement depuis le 11 septembre, pour deux raisons essentielles.

- Le religieux occupe une place croissante sur la scène internationale. La plupart des tensions internationales sont à l'origine de questions religieuses. Les islamistes se sont lancées dans une guerre de civilisation (Afghanistan, Irak, ex Union Soviétique, poussée saoudienne en Afrique...). Cette tendance a naturellement un impact en France et notamment dans nos quartiers.
- L'Islam s'est développé dans notre pays avec les différentes vagues de flux migratoires. Situation rendue parfois très difficile par les fondamentalistes : dans les écoles (affaire du voile), dans les hôpitaux, dans les piscines, dans le cadre des concours...

Face à ces difficultés relayées par les élus locaux, Jacques Chirac a tenu à rappeler les principes de la laïcité avec la loi de 2004 (Commission Stasi) : l'Etat se tient à égale distance des cultes. Il n'en reconnaît aucun. Par sa position, Jacques Chirac a réussi à faire de la laïcité une valeur de droite.

Malgré ce riche débat qui a été mené au niveau national, les menaces aux principes de la laïcité ne manquent pas. Nous devons rester, selon notre invité, très vigilants en la plaçant au même niveau que la liberté, l'égalité ou la fraternité. Pour lui, la laïcité doit être une règle incontournable, à la moindre menace dans une école, un service public, une réponse forte doit être apportée. Le principe a été sanctuarisé à l'école, l'université en revanche reste un lieu de débat où la loi n'est pas applicable. De grandes faiblesses sont à noter notamment dans les hôpitaux. Une Charte de la laïcité serait nécessaire dans tous les services publics. C'est avec une telle fermeté sur les principes que l'on pourra être plus souple en matière d'intégration.

En conclusion, François Baroin indique qu'il ne partage pas le thème défendu par Nicolas Sarkozy sur la laïcité positive. La laïcité est pour lui une règle, une valeur absolue, elle ne peut être ni positive ni négative. Parler de laïcité positive en qualité de Président de la République, c'est déjà donner une inclination. Notre invité estime que la neutralité du Chef de l'Etat est une exigence constitutionnelle.

Il conclut cette réunion en indiquant que toutes les ruptures ne sont pas bonnes à prendre et que la laïcité ne devrait en aucun cas être remise en cause.

Marina ATTALI
Secrétaire National du Club 89

■ LA VIE DES CLUBS AFFILIES

La plupart de nos Clubs Affiliés ont été, depuis plusieurs mois, dans l'attente du dénouement de la situation judiciaire du Club.

Cependant ils furent très actifs lors des Elections Municipales et Cantonales.

Pour tous, ce fut une période difficile, quelque fois décevante, particulièrement à **Toulouse (Chantal Dounot-Sobraques)** où la Mairie est devenue socialiste de justesse.

Perpignan où **Marie-Cécile Pons** a été battue de quelques voix aux Cantonales. Bravement, elle reprend les activités du Club.

Evreux : **Gilles Cherbonnel** organise un colloque de prestige sur le Sénégal.

Bordeaux : **Philippe Cazeau** a organisé le 26 novembre un dîner débat avec **René Monet**, ingénieur de recherche à l'Inra sur les risques et les bénéfices des nouvelles espèces végétales.

Après des travaux d'envergure sur la remise en ordre de l'Education Nationale, **Jean David et le Club de Tours** reprennent leurs activités.

Nous sommes heureux de la reprise du Club de **Chalons en Champagne** présidé par **Pierre Devarenne**.

Reims où **Gloria Cicile de la Croix** a œuvré pour le rapprochement **Renaud Dutreil**, **Catherine Vautrin** malheureusement sans succès. Résultat, une mairie socialiste mais c'est à ce Club que revient la palme du dynamisme :

- 24 avril : « L'effet Sarkozy : l'Italie vue de la France, et la France vue de l'Italie » par le Professeur F.Dubard de Gaillarbois.
- 22 mai : **Christine Coudrie**, Directeur Général du C.H.U de Reims « La Réforme de la Carte Hospitalière dans la Région ». Regrouper les Etablissements afin d'organiser une meilleure prise en charge des patients.
- 17 juin : visite des Centrales Nucléaires et Hydrauliques EDF
- A l'occasion de la préparation des journées du Patrimoine : **Bruno Saunier**, Conservateur en Chef du Département des collections des Musées de France et **Laurent Innocenti**, Conseiller à la Direction des Affaires Culturelles, Régionales : A partir d'exemples régionaux comment l'application des lois Aillagnon pouvaient aider au Mécénat, particulièrement des entreprises.
- Le 30 octobre : **Adeline Hazan**, Maire de Reims, Président de la Communauté d'Agglomération de Reims, a présenté notamment un projet de Développement Economique.

Un grand bravo au Club de Reims.

2009 sera une année pleine d'embûches, aussi, Clubs Affiliés, nous avons besoin de vous, de votre sagacité, de votre proximité avec la France réelle.

Mireille DECOURCELLE
Délégué Général aux Clubs Affiliés

BULLETIN D'ADHESION 2008

(à photocopier et à retourner au secrétariat)

NOM : PRENOM :
TITRE :
.....ADRESSE : CP ET VILLE :
.....
.....TELEPHONE FAX : Email :
.....

Ces données sont recueillies pour l'usage exclusif de l'Association et font l'objet d'un droit d'accès et de rectifications à la demande des intéressés dans les conditions prévues par la loi du 6 janvier 1978.

JE SOUHAITE M'INSCRIRE A LA COMMISSION :

COTISATIONS : **Adhésion 2008** **Renouvellement**
 Actif : 50 euros **Etudiants de moins de 25 ans, Chômeurs, Retraités : 20 euros**
 Soutien : 150 euros **Bienfaiteur : à partir de 750 euros**

Les chèques sont à libeller à l'ordre du Club 89- 28, rue Vaneau - 75007 PARIS.